



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

#### **Votants présents :**

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Béatrice AURIENTIS,  
M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Patrick DAVET, M. Alain BALLEREAU.  
Un pouvoir est donné à M. Jean GALAND par M. Xavier DANEY.

#### **Excusé(e)s :**

Mme Marie LARRUE, M. Bruno LAFON, M. Xavier DANEY, Mme Karine DESMOULIN,  
M. Vincent MAURIN, Mme Pascale GOT, M. Cédric PAIN.

#### **Assistaient à la réunion :**

M. Éric COIGNAT.

#### **Président de séance :**

M. Jean GALAND.

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jean-François BOUDIGUE.

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 6 décembre 2021.

- **Délibération n° : 36-2021**
- **Objet : Constitution d'une provision comptable pour créances douteuses.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 14 décembre 2021, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON** **Conseil Syndical du 14 décembre 2021**

### **Délibération n°: 36-2021**

### **Objet : Constitution d'une provision comptable pour créances douteuses**

Le code général des collectivités territoriales ((art.R.2321-2 du CGCT) impose la constitution d'une provision, par délibération de l'assemblée délibérante, dans les 3 cas suivants :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, la provision étant constituée à hauteur du montant estimé de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, la provision étant constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance, estimé par la collectivité ;
- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur comptes de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, la provision étant constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la collectivité à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépense du compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants).

Soucieux d'avoir une gestion comptable fiable, sincère et transparente, le SMPBA souhaite mettre en œuvre une provision pour créances douteuses. A ce titre, il travaille en étroite collaboration avec Monsieur le Trésorier d'Audenge sur sa mise en place.

Pour l'année 2021, le montant de cette provision est estimé à 150 € correspondant à des restes à recouvrer de loyers d'AOT dont les occupants sont dans la difficulté de les régler avec une mise en liquidation judiciaire. Une provision de 1 000 € est mise en place pour l'année 2022.

### **Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 14 décembre 2021 décide :

- D'accepter la création d'une provision pour créances douteuses et de déterminer les créances devant faire l'objet de cette provision, en concertation avec la Trésorerie ;

- De fixer le montant de la provision pour créances douteuses imputée au compte 6817 (dotation aux provisions/dépréciations des actifs circulants) à 150 € ;
- Les crédits nécessaires sont déjà prévus au budget 2021 et ceux pour 2022 seront inscrits au Budget Primitif ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 14 décembre 2021.

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

*Le Président,*

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.*